

L'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2015

L'activité économique est soutenue par les ménages

Au regard de l'orientation positive observée en 2014, le bilan de l'année 2015 reste favorable mais il est plus contrasté, certains indicateurs se dégradant sensiblement, notamment au niveau sectoriel.

On observe une légère reprise de l'inflation alors qu'elle diminuait progressivement depuis 2012. La situation sur le marché de l'emploi s'améliore, favorisant la consommation des ménages. Du côté des entreprises, l'investissement continue de croître, porté par le dynamisme du financement bancaire.

Dans ce contexte, le secteur bancaire enregistre de nouveau une croissance dynamique de son activité, soutenue par la vigueur de l'épargne des ménages ainsi que par la croissance marquée des concours destinés aux acteurs économiques.

Au niveau sectoriel, le bilan demeure mitigé. Après l'embellie constatée en 2014, l'activité touristique affiche des résultats en demi-teinte en 2015. La commande publique est également en léger recul. Enfin, alors que la pêche artisanale est en nette hausse, l'activité de la pêche industrielle se contracte fortement.

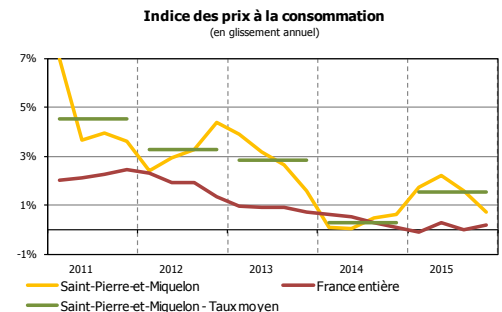
L'ORIENTATION ÉCONOMIQUE GLOBALE RESTE FAVORABLE

Reprise de l'inflation

En 2015, l'inflation mesurée à partir de l'indice des prix à la consommation s'élève en moyenne à 1,5 %. Ainsi cette hausse de l'inflation vient-elle rompre la tendance baissière observée depuis 2012 (+3,2 % en 2012, +2,8 % en 2013 et +0,3 % en 2014).

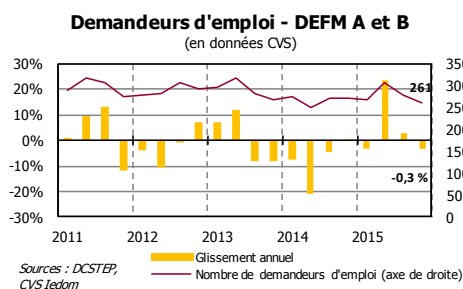
L'inflation moyenne, en 2014, était inférieure sur l'archipel à celle observée pour la France entière (+0,3 % contre +0,5 %). Cette année, en revanche, l'inflation de l'archipel est nettement supérieure à celle constatée sur l'ensemble du territoire national, au demeurant stable.

L'évolution de l'inflation en 2015 est principalement attribuable à la hausse des prix des produits alimentaires (+3,5 %), des services (+2,0 %) ainsi qu'à celle des produits manufacturés (+0,4 %). Dans un contexte international de baisse des prix du pétrole, le prix moyen de l'énergie enregistre un nouveau repli cette année (-4,3 % après -4,5 % en 2014).



Source : Préfecture

Bonne orientation du marché du travail



Sources : DCSTEP, CVS, Iedom

Pour la troisième année consécutive, le chômage enregistre une nouvelle baisse. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A et B¹ recule de 3,3 % (CVS) à fin décembre 2015 sur un an, pour s'établir à 257 personnes. Il atteint ainsi son plus bas niveau à cette période depuis une décennie.

L'indicateur de chômage², en moyenne annuelle, demeure stable cette année par rapport à 2014 (8,7 % contre 8,6 % l'an dernier).

En 2015, la moyenne mensuelle des bénéficiaires du RSA est passée à 41 personnes (contre 40 personnes en 2014).

¹ Les chiffres communiqués par la DCSTEP tiennent compte du chômage au sens de la définition de Pôle emploi pour les catégories A et B, puisqu'il n'est pas possible techniquement d'individualiser ces deux catégories sur l'archipel.

² L'indicateur de chômage de l'archipel est calculé sur la base du ratio « inscrits à Pôle emploi en catégorie A et B/population active au dernier recensement (2010) ».

Consommation soutenue des ménages

Depuis 2013, la consommation des ménages conserve sa robustesse, avec des indicateurs toujours bien orientés. Les importations de produits alimentaires progressent significativement (+8,3 %), après avoir connu une baisse l'an passé (-1,2 %), pour s'établir à 17,3 millions d'euros.

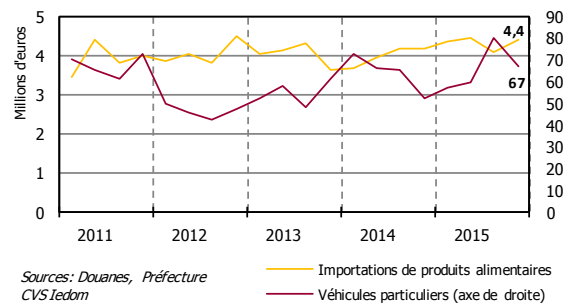
Pour la troisième année consécutive, les immatriculations de véhicules de tourisme s'inscrivent en hausse (+3,5 %), mais leur rythme de croissance tend à s'atténuer (+16,9 % en 2014 et +25,9 % en 2013). Le nombre total de véhicules de tourisme immatriculés en 2015 s'élève à 265.

L'activité de crédit à la consommation continue de croître à un rythme similaire à celui enregistré l'année précédente avec une hausse de l'encours en glissement annuel de 6,7 % à fin décembre 2015.

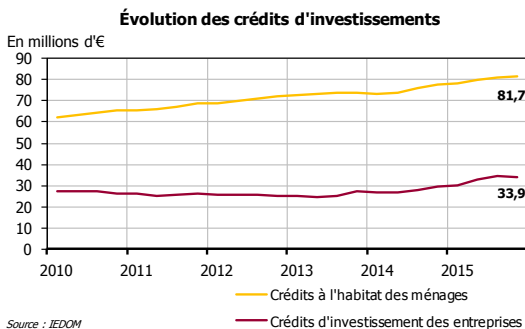
Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages, qui demeurent à des niveaux relativement bas, s'améliorent légèrement par rapport à l'année précédente. Le nombre de décisions de retrait de cartes bancaires se réduit (12 à fin 2015 contre 16 à fin 2014). Le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire reste inchangé (9). Seul le nombre d'incidents de paiement sur chèques se dégrade légèrement, avec 6,3 incidents en moyenne par mois (contre 4,3 en 2014 et 1,2 en 2013), demeurant néanmoins très bas au regard du nombre total de chèques traités.

Importations des biens destinés aux ménages

(en données CVS)



Consolidation de l'investissement des acteurs économiques



Les encours de crédits à l'habitat des ménages enregistrent une nouvelle hausse (+5,3 % sur un an après +5,5 % en 2014) pour atteindre 81,7 millions d'euros. Ils se situent une nouvelle fois à leur plus haut niveau historique.

L'encours de crédits d'investissement a vu son rythme de croissance se renforcer au cours de l'année 2015 (+14,8 % sur l'année contre +8,0 % en 2014). Il constitue le principal facteur de croissance des crédits aux entreprises et s'élève au 31 décembre 2015 à 33,9 millions d'euros.

En revanche, les immatriculations de véhicules utilitaires diminuent de 10,8 % sur l'année 2015, pour s'établir à 83 contre 93 l'année précédente.

Les importations, qui ont enregistré des niveaux particulièrement élevés au cours des trois dernières années, affichent un net recul en 2015 (-19,3 %). Cette évolution résulte essentiellement de l'achèvement au cours des deux années écoulées de chantiers majeurs (nouvel hôpital et centrale EDF) qui avaient généré d'importantes livraisons d'équipements.

Poursuite du ralentissement des importations

Après avoir atteint un pic à 93,4 millions d'euros en 2013, les importations totales de l'archipel diminuent pour la deuxième année consécutive en 2015 (-5,6 % après -5,1 % en 2014). Malgré cette nouvelle contraction, les importations en valeur s'établissent à 83,7 millions d'euros sur l'année et restent à un niveau élevé par rapport à leur moyenne de longue période (71 millions d'euros).

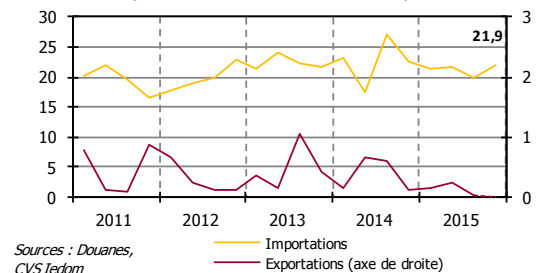
Cette tendance est liée à la baisse des importations en valeur de produits manufacturés (-10,1 %) et de produits bruts (-19,3 %) suite à l'achèvement des travaux majeurs de construction d'infrastructures pour l'archipel.

Les importations de produits pétroliers, après une année 2014 marquée par une forte baisse (-20,3 %), s'inscrivent pour leur part, en légère augmentation (+1,2 %). Les importations de produits alimentaires repartent également à la hausse (+8,3 % contre -1,2 % en 2014).

Les exportations de l'archipel³ se contractent très fortement au cours de l'année 2015 (-74,1 %) pour atteindre le niveau le plus bas observé jusqu'à présent (396 000 euros). Ce fort recul s'explique par l'absence au cours de l'année 2015 de ventes de métaux de recyclage à destination de l'Europe qui avaient tiré vers le haut le niveau des exportations au cours des années précédentes. Par ailleurs, les produits halieutiques, composants traditionnels des exportations, enregistrent également un net recul (-21,8 %). Il faut néanmoins nuancer cette évolution en tenant compte des débarquements de produits de la mer effectués directement au Canada, qui ne sont pas pris en compte dans les chiffres des exportations de l'archipel.

Échanges commerciaux

(en données CVS, en millions d'euros)



³ Seules les exportations de produits halieutiques et les déchets ou débris de fer ou d'acier étamé sont comptabilisées dans les exportations de l'archipel.

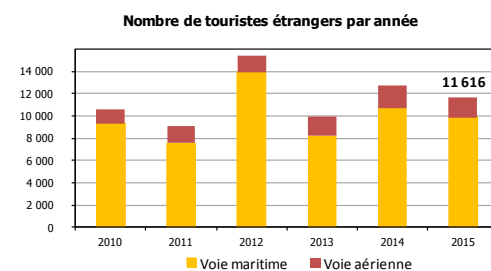
UN BILAN SECTORIEL CONTRASTÉ

Une saison touristique en demi-teinte

À la différence d'une année 2014 marquée par une forte hausse du nombre d'entrées de touristes étrangers sur l'archipel (+28,1 %), portée essentiellement par un rebond du tourisme de croisière, l'année 2015 s'inscrit en recul (-8,7 %) avec 11 616 visiteurs étrangers. Cette diminution est attribuable à une diminution du nombre de croisiéristes (-35,6 %) et dans une moindre mesure du nombre de touristes d'affaires (-47,7 %) qui ne représentent qu'une part marginale des entrées totales (1,7 %).

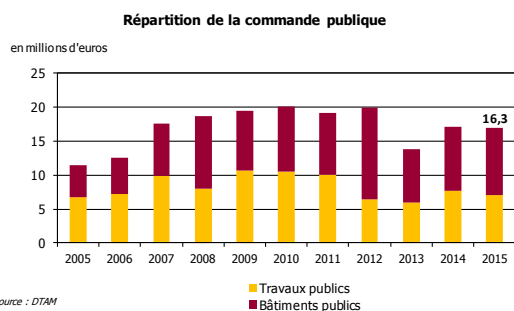
Hors croisiéristes, le nombre de touristes étrangers entrés sur l'archipel au titre de l'année 2015 s'accroît de 10,5 %. La destination Saint-Pierre-et-Miquelon reste fortement dépendante du marché canadien avec 71,3 % des entrées de touristes étrangers en 2015. Ils sont suivis par les touristes originaires des États-Unis (16,8 % des entrées) et des touristes d'autres nationalités (11,8 %).

La part des entrées de touristes sur l'archipel par voie maritime (hors entrées de croisiéristes) augmente significativement en 2015 pour atteindre 85,1 % (contre 74,5 % en 2014).



Source : Police aux frontières

Léger recul de la commande publique



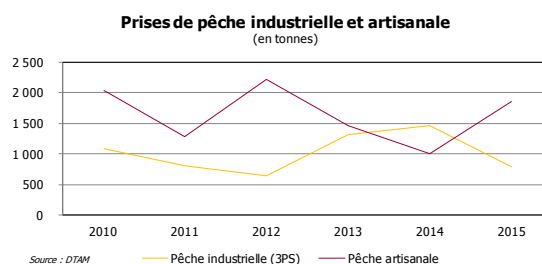
Source : DTAM

La commande publique s'inscrit en légère baisse pour l'année 2015 alors que l'année 2014 avait enregistré un rebond (+23,8 %). Ainsi, le niveau des travaux réalisés recule de 4,4 % et s'établit à 16,3 millions d'euros. Cette diminution s'explique, notamment, par l'achèvement de certains grands chantiers tels que la centrale EDF.

La commande publique reste essentiellement orientée vers le bâtiment (60 %), en progression de 3,4 % par rapport à l'année précédente (9,8 millions d'euros en 2015 contre 9,5 millions d'euros en 2014). Les travaux publics, pour leur part, enregistrent une baisse de 14,2 % (6,5 millions d'euros en 2015 contre 7,6 millions d'euros en 2014).

Évolution inégale de l'activité de la pêche

Après deux années consécutives de contraction (-31,2 % en 2014 et -33,9 % en 2013), la pêche artisanale repart à la hausse, avec un rebond des volumes de 84,2 %. Cette évolution est attribuable à des prises importantes de concombres des mers, livrés aux usines de Terre-Neuve et destinés aux marchés asiatiques. Le total des captures de la pêche artisanale s'établit à 1 853 tonnes pour l'année 2015. Les prises de la pêche industrielle, pour leur part, se contractent fortement (-46,2 %), après trois années successives de hausse.



Source : DTAM

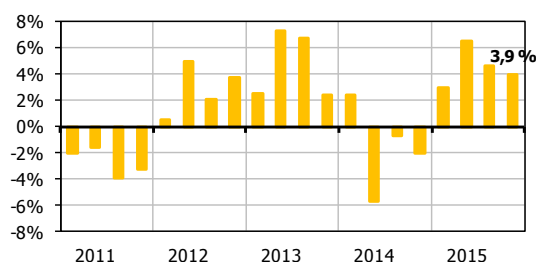
Le volume total des prises de la pêche artisanale est supérieur à celui de la pêche industrielle, le *Béothuk* ayant été autorisé à effectuer les deux types de pêche, renforçant ainsi les capacités de l'archipel à atteindre les quotas autorisés.

UNE ACTIVITÉ BANCAIRE VIGoureuse, SOUTENUE PAR LES MÉNAGES

L'épargne des ménages poursuit son essor

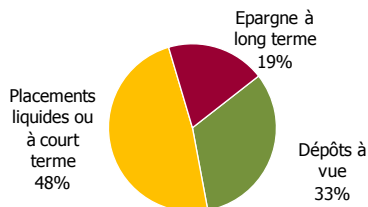
Le total des actifs financiers détenus par les agents économiques de l'archipel progresse de 3,9 %, pour s'établir à 218,8 millions d'euros en fin d'année 2015. Cette évolution s'explique par la vigueur de l'épargne des ménages qui conserve son rythme de croissance (5,3 %), par rapport à 2014. Les placements des entreprises s'inscrivent quant à eux en recul (-9,7 %). Après une chute de près de la moitié des placements des autres agents (administrations publiques locales, centrales, de sécurité sociale et les institutions sans but lucratif au service des ménages), ces derniers repartent à la hausse (+14,9 %) pour s'établir à 15,0 millions d'euros (contre 13,1 millions d'euros à fin 2014).

Évolution des actifs en glissement annuel



Source : IEDOM

Répartition des actifs financiers par nature



Source : SURFI

Les dépôts à vue enregistrent une hausse de 2,1 %, en 2015, après un net repli l'année précédente (-8,2 %). Les placements liquides ou à court terme, qui représentent près de la moitié de l'ensemble des actifs, suivent une évolution similaire (+0,8 %). L'épargne de long terme, repartie à la hausse en 2014 (+8,5 %), affiche cette année encore une nette progression (+16,7 %), portée par l'essor des encours des plans d'épargne logement (+54,3 %).

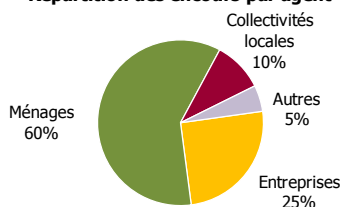
Les actifs sont détenus à 81,6 % par les ménages, principalement sous forme de placements liquides ou à court terme (44,1 % des actifs des ménages).

Croissance marquée des crédits aux ménages et aux entreprises

Les concours bruts accordés par l'ensemble des établissements de crédit affichent un rythme de croissance plus soutenu que l'année précédente, avec une progression de 5,6 % en 2015 (contre 2,7 % en 2014). L'encours sain évolue de manière significative (+7,2 %), témoignant ainsi d'une amélioration de la qualité des risques. Le taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement (ECIL) confirme cette évolution par rapport à la fin décembre 2014 (-1,7 point) et passe ainsi en dessous du seuil de 3 % (2,2 %).

Les crédits accordés aux ménages, dont l'encours s'établit à 100,5 millions d'euros, représentent 59,9 % des encours octroyés et restent le premier moteur de l'activité financière. Ces derniers poursuivent en 2015 leur progression à un rythme soutenu (+5,6 %), profitant d'une hausse des crédits à la consommation (+6,7 %) et des crédits à l'habitat (+5,3 %).

Répartition des encours par agent



Source : SURFI

Les financements octroyés aux entreprises continuent également de croître, à un rythme plus marqué que l'année précédente (+7,6 % contre 3,0 % en fin d'année 2014), portés par les crédits d'investissement (+14,8 %) et les crédits immobiliers (+5,8 %). Avec un montant total de 42,1 millions d'euros, leur part dans l'ensemble des encours de crédits reste relativement stable (25,1 %).

L'encours sain de crédits aux collectivités locales, quant à lui, se replie pour la deuxième année consécutive (-12,6 %), et s'établit à 16,5 millions d'euros. Ainsi, sa part dans le total des encours recule (9,9 % en 2015 contre 12,1 % en 2014).

La répartition sectorielle des financements reste concentrée sur l'administration publique (20,3 %), les activités immobilières (19,9 %), la construction (16,4 %) et le commerce (10,4 %). Les encours des activités immobilières (+26,7 %), de l'administration publique (+25,9 %) et de la construction (+1,4 %) progressent, tandis que le commerce enregistre une baisse (-18,6 %).

Le taux de créances douteuses brutes des ECIL s'améliore et atteint 2,2 % en fin d'année 2015 (-1,7 point sur an). Le taux de provisionnement des banques locales est en forte hausse par rapport à 2014 et s'élève à 77,8 % (+9,4 points sur un an).

DES PERSPECTIVES ENCOURAGEANTES POUR 2016

En 2016, en dépit d'un environnement économique régional qui restera vraisemblablement affecté par la faiblesse des cours du pétrole et des matières premières, l'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon devrait maintenir un niveau d'activité proche de celui de 2015, soutenu par la consommation des ménages et la commande publique.

En effet, le faible niveau d'inflation, la faiblesse des cours du pétrole et l'augmentation du point de la fonction publique devraient favoriser le pouvoir d'achat des ménages et soutenir ainsi la consommation. Les taux d'intérêt, maintenus à un niveau très bas par la BCE, devraient également contribuer à stimuler les investissements immobiliers comme cela a été observé en 2015. La poursuite de nombreux chantiers de construction (gare maritime, entrepôt sous douane, maison de la nature...) engagés en 2015 maintiendra par ailleurs un volume d'activité significatif dans le bâtiment. En outre, les nombreux événements programmés en 2016 pour la célébration du bicentenaire du rattachement de l'archipel à la France devraient donner un élan particulier aux activités touristiques.

L'année 2016 pourrait également s'annoncer comme une année de transition entre le modèle de développement économique des deux dernières décennies, orienté vers le marché intérieur, et l'année 2017 qui marquera l'amorce d'une plus grande ouverture de l'archipel. En effet, les deux navires-ferries commandés par la Collectivité territoriale en 2015 sont maintenant en chantier et entreront en service au second semestre 2017, offrant ainsi un nouveau potentiel d'ouverture à l'économie de l'archipel. La nouvelle délégation de service public (DSP) sur le fret maritime sera également attribuée en 2016 et entrera en application en janvier 2017. D'importants travaux d'aménagement portuaire sont également envisagés à moyen terme.

Enfin, l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne, dont la phase d'examen juridique s'est clôturée le 29 février 2016, devrait entrer en vigueur en 2017. Cet accord devrait entraîner une plus grande libéralisation des échanges commerciaux entre les deux partenaires. Les impacts sur l'économie locale restent à étudier et à anticiper.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : Y. CARON
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 18 avril 2016 – Dépôt légal : Avril 2016 – ISSN 1952-9619